

La grande escroquerie concernant les banques grecques .Par Petros Papakonstantinou

Ils se préparent à les livrer aux Français et aux Allemands et ils présentent cela comme une mesure contre les ... oligarques !

Lors des déclarations d'Alexis Tsipras sur son programme, l'un des rares points qui ont suscité des applaudissements dans les rangs des députés de la coalition gouvernementale a concerné les banques. **Le Premier ministre** a qualifié leur recapitalisation imminente – dont le peuple grec va encore supporter le poids, puisque cela va augmenter la dette – comme la dernière occasion de sauver le système bancaire grec. Pour prévenir le mécontentement justifié des contribuables, **il a promis que cette fois les banques nécessitant une recapitalisation sur fonds publics auront le management correspondant.**

Les députés de la coalition gouvernementale se sont enthousiasmés à cette déclaration, croyant que cela signifierait contrôle du gouvernement, de l'Etat, de la société sur les banques ayant succombé à de multiples égarements. C'est le signe d'un grande légèreté... prouvant que la plupart d'entre eux **n'ont même pas lu le troisième Mémoire** qu'ils ont voté de façon expéditive. Car ce que programme le Mémoire, de façon parfaitement inflexible, est une recapitalisation-« assainissement » qui abandonnera le contrôle des banques grecques au capital financier européen, essentiellement français et allemand. Et comme les banques contrôlent la circulation de l'argent et des prêts, leur abandon aux « partenaires » signifie que ces derniers pourront avoir la main sur une série d'entreprises grecques d'importance stratégique directement dépendantes des prêts bancaires.

Exagération ? Jugez par vous-mêmes. Voyez ce que dit précisément le 3^e Mémoire dans le chapitre 3 concernant la « Sauvegarde de la stabilité financière ».

« L'indépendance du Fonds de Stabilité Financière sera intégralement respectée, et son domaine de compétence sera renforcé pour éviter toute intervention préventive. ». Soit : le gouvernement n'aura pas la moindre possibilité de contrôle sur l'institution chargée de réaliser la recapitalisation. Mais cela n'est rien.

« D'ici à la mi-octobre 2015, la loi concernant le Fonds de Stabilité Financière sera modifiée de façon (entre autres)... que soit constitué un comité pour la sélection des membres du CA du Fonds. Ce comité sera composé de six experts indépendants, trois d'entre eux (dont le président qui aura voix prépondérante en cas de partage égal des voix) devant être nommés par les institutions de l'UE. » Ce qui signifie, en langage clair, que les Français et les Allemands auront un contrôle absolu sur le Fonds « grec » de Stabilité Financière et, par l'intermédiaire de celui-ci, sur l'administration et le management des banques.

« Le gouvernement n'interviendra pas dans l'administration des banques, dans leurs décisions et leurs actes commerciaux : elles continueront à fonctionner selon les règles du marché. ». Oubliez donc toute idée d'annulation des dettes des particuliers surendettés, d'octroi de liquidités aux petites et moyennes entreprises etc. La règle sera donc le profit des « investisseurs » étrangers et des oligarques grecs transformés en partenaires de second ordre.

« Les membres du CA et des hauts cadres dirigeants des banques seront nommés sans intervention de l'Etat. D'ici à la fin février 2016, le Fonds grec (!) de Stabilité Financière, avec l'aide d'un conseiller international indépendant, adoptera un programme de passage en revue de tous les CA des banques [et voilà la dépendance totale envers les créanciers, qu'Alexis Tsipras a présenté comme une proposition venant de lui et ... presque anticapitaliste !]. D'ici à la fin juin 2016 les membres des CA pourront être remplacés de sorte à assurer que les CA des banques comprennent au moins trois experts internationaux... Ces experts seront aussi les présidents de tous les comités des CA. ». En d'autres termes : abandon total de l'administration et du management aux représentants du capital financier européen.

Conclusion évidente : le système financier grec, de par la responsabilité des oligarques et des gouvernements précédents, se trouve à **l'état de zombie et ne peut être sauvé**, sous sa forme actuelle, par une quelconque recapitalisation. **Deux chemins** s'ouvrent devant nous : soit son **abandon total aux créanciers**, le peuple devant une fois de plus supporter le fardeau de ce sauvetage ; soit sa **nationalisation, avec un contrôle social**, dans le but de le mettre au service des besoins sociaux et d'un développement économique favorable à la population. Mais **cette seconde voie implique la rupture avec l'eurozone** et le rétablissement de la souveraineté nationale et financière. Il n'y a pas de troisième voie. Tout le reste n'est que piteuses feuilles de vigne et prétextes à lourdes fautes.

source: iskra.gr

Traduction : Joelle Fontaine